

Résumé visuel

Rapport sur la transformation de l'Afrique 2021

L'intégration au service de la transformation



Message clé

Pour accélérer leur transformation, les pays africains doivent coopérer au-delà des échanges commerciaux pour relever des défis communs, exploiter les opportunités régionales et permettre à leurs économies de se développer.

La transformation économique est au cœur du programme de développement de l'Afrique, mais les pays n'opèrent pas leur transformation. Comme le montrent les performances du continent en ce qui concerne la Croissance avec DEPTH, l'indicateur de progression de la transformation mis au point par l'ACET, les tendances évoluent dans la mauvaise direction.



Source: African Transformation Index

Pourquoi l'Afrique n'a-t-elle pas enregistré de Croissance avec DEPTH ?

Les pays africains évoluent en vase clos. Mais leur capacité à se transformer dépend de l'intégration de leurs efforts pour créer des synergies et permettre à leurs économies de se développer. Ce qui ne s'est pas fait jusqu'ici. **La solution** pour ces pays **consiste à unir leurs forces** pour s'attaquer à des problèmes communs, ce qui leur permettrait davantage d'accélérer leur transformation.

Avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) comme catalyseur, l'Afrique devrait faire avancer l'intégration **au-delà de l'expansion des échanges continentaux**. Une plus grande coopération régionale, en particulier à travers la fourniture de biens publics régionaux, sera essentielle pour relever les défis de première ligne d'une transformation réussie : comment créer des emplois, soutenir l'innovation numérique et gérer les effets du changement climatique.

Le fait de relever ces défis ensemble aidera à stimuler la transformation économique – et la Croissance avec DEPTH – à travers l'Afrique.

La voie vers la Croissance avec DEPTH

S'attaquer aux défis de première ligne, notamment assurer des emplois productifs, soutenir l'innovation numérique et maîtriser les risques climatiques en coopérant à la fourniture de biens publics régionaux.



EMPLOI



Assurer des emplois à la main-d'œuvre la plus jeune et à la croissance la plus rapide du monde en lui transmettant des compétences qui lui permettront de travailler dans les secteurs agricole et manufacturier et dans le secteur des services du XXI^e siècle.

INNOVATION



Soutenir l'innovation numérique en permettant au secteur privé de tirer parti des nombreux avantages des technologies numériques pour créer des emplois, stimuler la productivité et réduire la pauvreté.

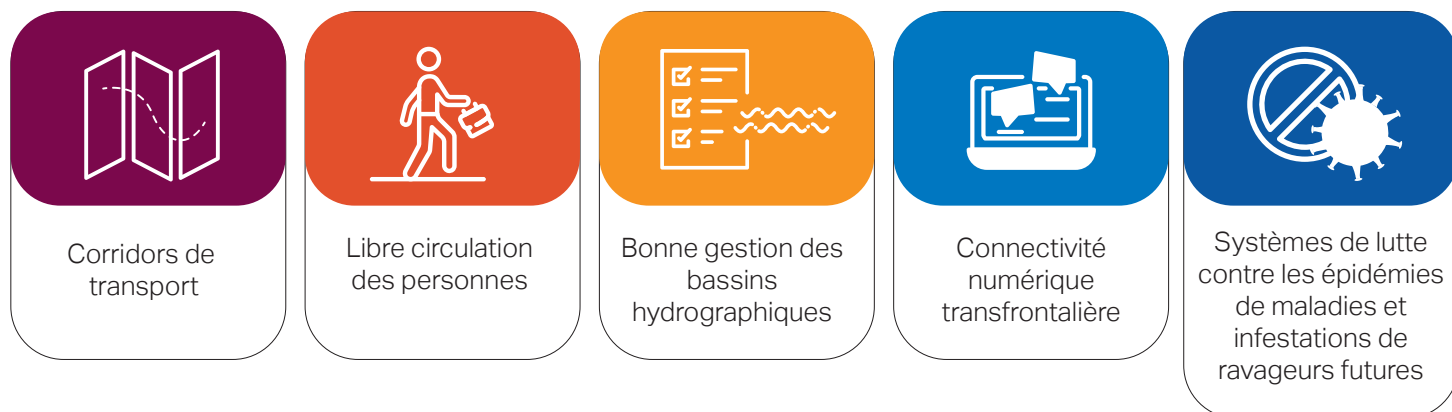


CLIMAT

Maîtriser les risques climatiques en promouvant une agriculture climato-intelligente, en protégeant les écosystèmes verts et bleus et en exploitant les énergies renouvelables.

ASSURER LA CROISSANCE AVEC DEPTH

Exige des pays qu'ils se projettent au-delà du commerce et des marchés et qu'ils coopèrent à la fourniture de biens publics régionaux :



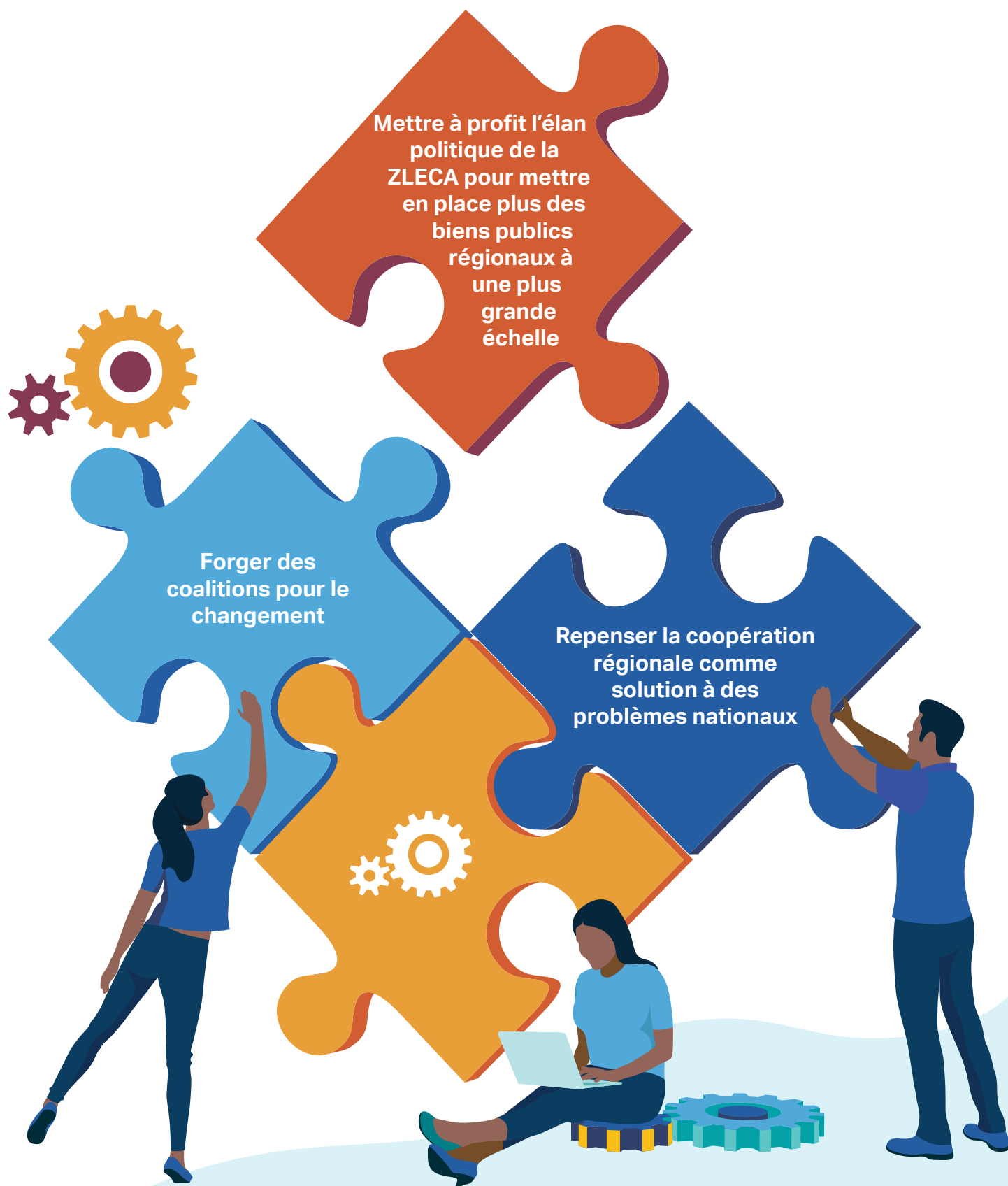
Pour coopérer en vue de s'intégrer et s'intégrer afin de se transformer, il faudra des dirigeants déterminés à tous les niveaux.



La coopération régionale aidera à éliminer les obstacles qui ont ralenti les progrès dans le passé.

MESURES PRIORITAIRES

Des solutions régionales face aux priorités nationales



L'INTÉGRATION AU SERVICE DE LA TRANSFORMATION

Accords et initiatives partant des chefs d'État et de gouvernement pour la base

Coopérer pour s'intégrer

La ZLECA améliore la coopération dans des domaines autres que le commerce, compte tenu de la dynamique politique qui la sous-tend

ASSURER
DES EMPLOIS
PRODUCTIFS

SOUTENIR
L'INNOVATION
NUMÉRIQUE

MAÎTRISER
LES RISQUES
CLIMATIQUES

La coopération en vue de la mise à disposition de biens publics régionaux renforce l'expérience et la confiance pour poursuivre une intégration économique plus approfondie dans le cadre de la ZLECA

Fournir des biens
publics régionaux

Approche ascendante de la résolution des problèmes par des acteurs nationaux et locaux

COOPÉRER POUR AVOIR UN RÉEL IMPACT

COMMENT LES PAYS PEUVENT TRAVAILLER ENSEMBLE
POUR RELEVER LES DÉFIS DE PREMIÈRE LIGNE



ASSURER DES EMPLOIS PRODUCTIFS

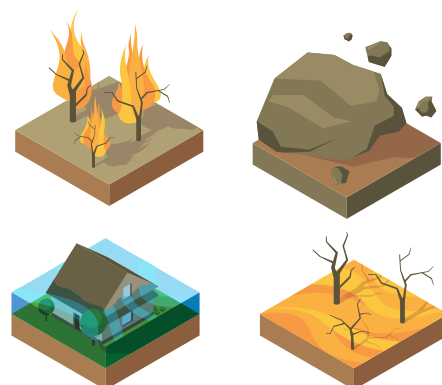
- Permettre une plus grande circulation transfrontalière des personnes et de la main-d'œuvre en ratifiant le Protocole sur la libre circulation des personnes.
- Assurer l'intégration transfrontalière des services professionnels en facilitant la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles au-delà des frontières nationales.
- Mettre en place des centres régionaux de formation aux métiers à forte dimension régionale, comme le travail du cuir.

SOUTENIR L'INNOVATION NUMÉRIQUE



- Passer des accords régionaux pour une itinérance de la téléphonie mobile et une connexion Internet fiables et d'un prix convenable.
- Mettre en phase les systèmes d'innovation nationaux et connecter les infrastructures numériques.
- Harmoniser les normes à travers le continent.

- Coordonner les ripostes face à l'insécurité et au changement climatique.
- Créer un plus grand nombre de branchements et de marchés transfrontaliers pour les énergies renouvelables afin d'assurer une distribution viable de l'énergie et un accès plus large à cette dernière.
- Agir collectivement pour mettre en œuvre et développer une agriculture climato-intelligente dans les zones agroécologiques communes.

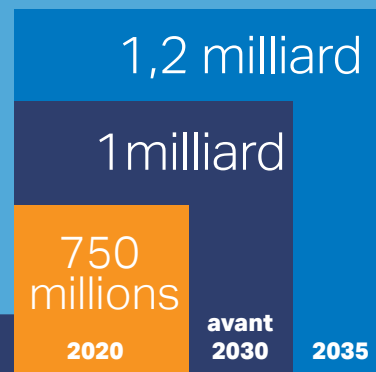


MAÎTRISER LES RISQUES CLIMATIQUES

ASSURER DES EMPLOIS PRODUCTIFS



Croissance de la population active (15 à 64 ans) de l'Afrique



En moyenne,

80 %

de ceux qui entrent sur le marché du travail se retrouvent dans le

SECTEUR INFORMEL
À FAIBLE PRODUCTIVITÉ,
faute d'emplois de qualité

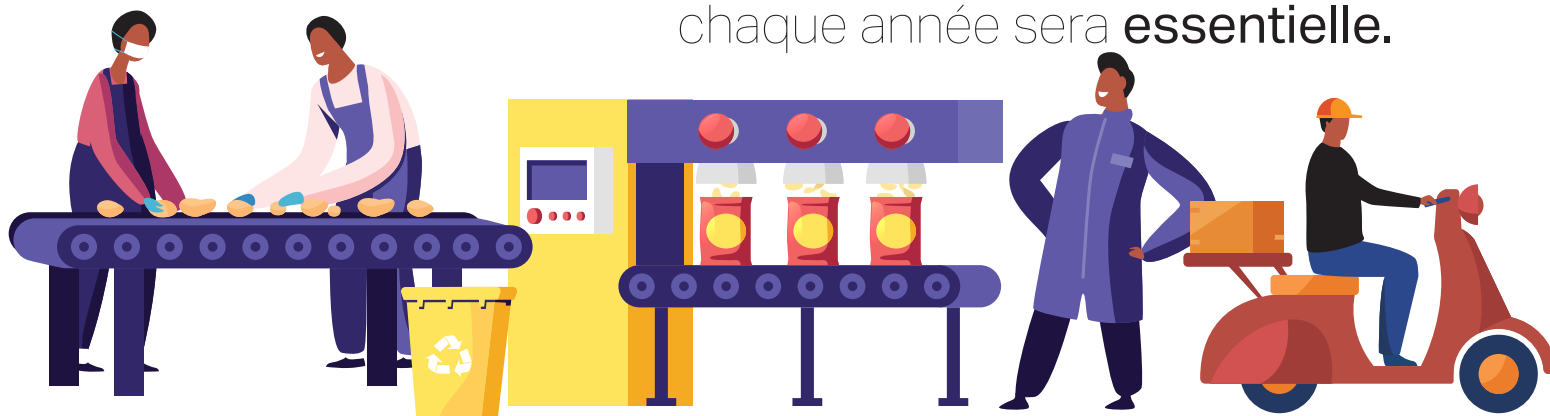


LA FOURNITURE D'EMPLOIS PRODUCTIFS AUX

18

MILLIONS DE JEUNES

qui rejoignent le marché du travail chaque année sera **essentielle.**



MESURES PRIORITAIRES

L'explosion démographique croissante des jeunes travailleurs offre l'occasion de récolter un dividende démographique qui stimulera la croissance économique de l'Afrique. Il faut pour cela une stratégie globale et intégrée axée sur trois actions prioritaires des pouvoirs publics :

Créer des opportunités d'emplois productifs dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre



Renforcer l'éducation et la formation professionnelle afin que les nouveaux venus sur le marché du travail soient bien outillés et productifs.



Accélérer la transition démographique pour récolter le dividende démographique qui est d'avoir plus de travailleurs que de personnes à charge.



La coopération régionale peut donner un grand coup de pouce à l'obtention de ces résultats grâce aux opportunités d'investissement et aux emplois créés, mais aussi grâce à la reconnaissance mutuelle des qualifications.

ÉTUDE DE CAS SUR LES BIENS PUBLICS RÉGIONAUX

CORRIDOR DE DÉVELOPPEMENT DE MAPUTO

Lancement : la Maputo Corridor Company a été créée en 1995, suivie de la Maputo Corridor Logistics Initiative en 2004.

Pays membres : Afrique du Sud et Mozambique.

Défi commun : encombrement important du port de Durban et liaisons de transport insuffisantes dans la région.

Solution sous forme de biens publics régionaux : après avoir recensé les avantages communs de l'amélioration des liaisons de transport entre Maputo et la province du Gauteng, les deux pays ont adopté un accord de partenariat public-privé transfrontalier pour la construction et l'entretien de routes. Cette initiative a nécessité un dialogue politique étroit, qui a été renforcé par le contexte des réconciliations post-apartheid et post-guerre civile.

Impact : réduction de l'encombrement au port de Durban, augmentation des opportunités commerciales et d'affaires au port de Maputo, et amélioration du progrès social et des perspectives d'emploi dans chaque ville située le long du corridor.

Défis actuels : les opérations quotidiennes à la frontière représentent des obligations à exécution fastidieuse qui créent un goulot d'étranglement.

Perspectives : une coopération accrue sur la numérisation des procédures à la frontière et le renforcement de la prise de décision locale pourraient améliorer davantage la circulation des marchandises le long du corridor.

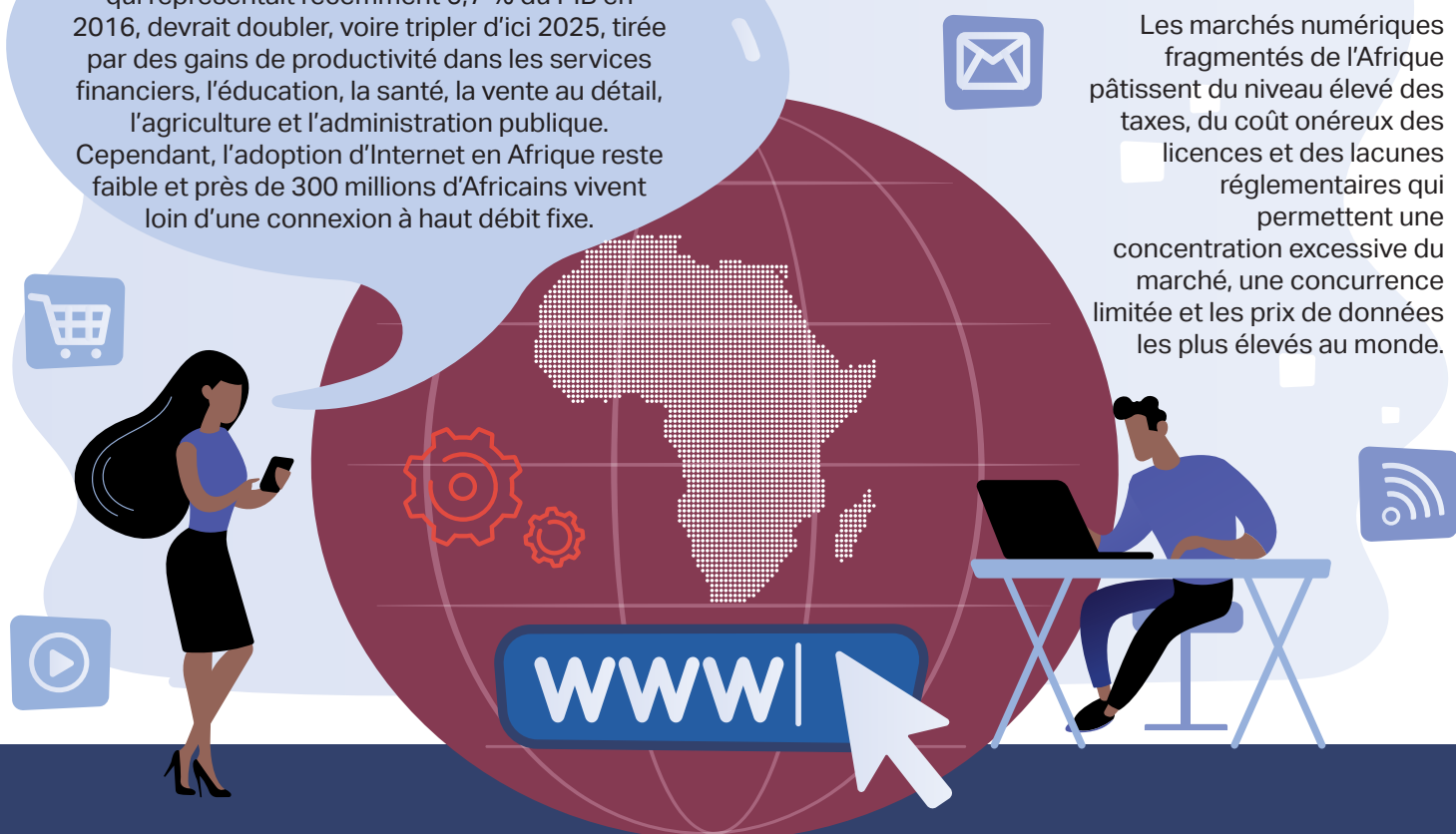


SOUTENIR L'INNOVATION NUMÉRIQUE

L'Afrique a connu l'expansion la plus rapide de l'accès à Internet dans le monde, passant de 2 % de la population en 2005 à 24 % en 2018, propulsée par les progrès des infrastructures dorsales nationales et de la connectivité internationale.

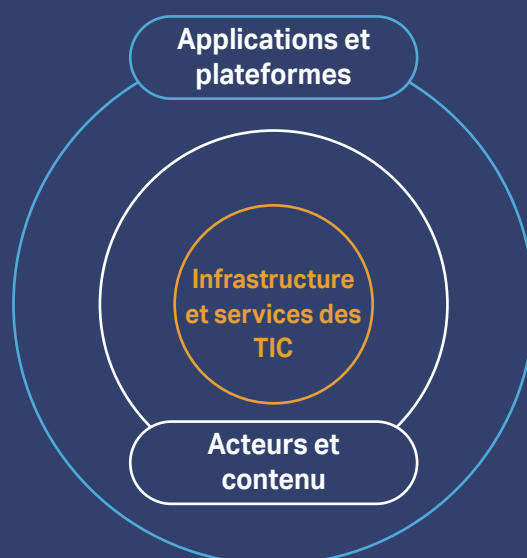
L'économie de la téléphonie mobile en Afrique, qui représentait récemment 6,7 % du PIB en 2016, devrait doubler, voire tripler d'ici 2025, tirée par des gains de productivité dans les services financiers, l'éducation, la santé, la vente au détail, l'agriculture et l'administration publique. Cependant, l'adoption d'Internet en Afrique reste faible et près de 300 millions d'Africains vivent loin d'une connexion à haut débit fixe.

Les marchés numériques fragmentés de l'Afrique pâtissent du niveau élevé des taxes, du coût onéreux des licences et des lacunes réglementaires qui permettent une concentration excessive du marché, une concurrence limitée et les prix de données les plus élevés au monde.



ÉCOSYSTÈMES DE L'INNOVATION NUMÉRIQUE

La transformation numérique s'opère dans un écosystème hautement interactif qui nécessite que les politiques et les institutions publiques coordonnent et mettent en synergie l'ensemble du système et renforcent la confiance dans l'économie numérique.



La transformation numérique nécessite des infrastructures et des services des TIC pour permettre la fourniture à un coût abordable et sur une base concurrentielle de technologies numériques pour élargir l'accès à Internet et travailler avec des fournisseurs mondiaux de TIC. Le processus nécessite également des producteurs et des utilisateurs qualifiés, des applications numériques et de nouvelles capacités technologiques.

MESURES PRIORITAIRES

Les dirigeants, les décideurs politiques et les acteurs du numérique et de l'innovation africains élaborent collectivement un nouvel ensemble de politiques pour relever les défis pressants du numérique, de l'innovation et du développement.

La Stratégie de transformation numérique de l'UA compose cet ensemble de politiques des éléments suivants :

POLITIQUES COUVRANT :

l'infrastructure numérique, les compétences numériques, l'innovation et l'entrepreneuriat



ENVIRONNEMENT PROPICE POUR :

l'accès, l'octroi de licences, la cybersécurité, la protection des données et le respect de la vie privée



**Stratégie de
transformation
numérique de l'UA**



ÉTUDE DE CAS SUR LES BIENS PUBLICS RÉGIONAUX

ONE NETWORK AREA DE L'AFRIQUE DE L'EST

Lancement : créée en 2015 par la Communauté de l'Afrique de l'Est.

Pays membres : Kenya, Rwanda, Soudan du sud, Ouganda et Tanzanie.

Défi commun : chaque pays disposant de réseaux mobiles différents et en l'absence de coordination dans le secteur des télécommunications en Afrique de l'Est, les consommateurs et le secteur privé étaient confrontés à des tarifs d'appels internationaux et d'Internet mobile très élevés.

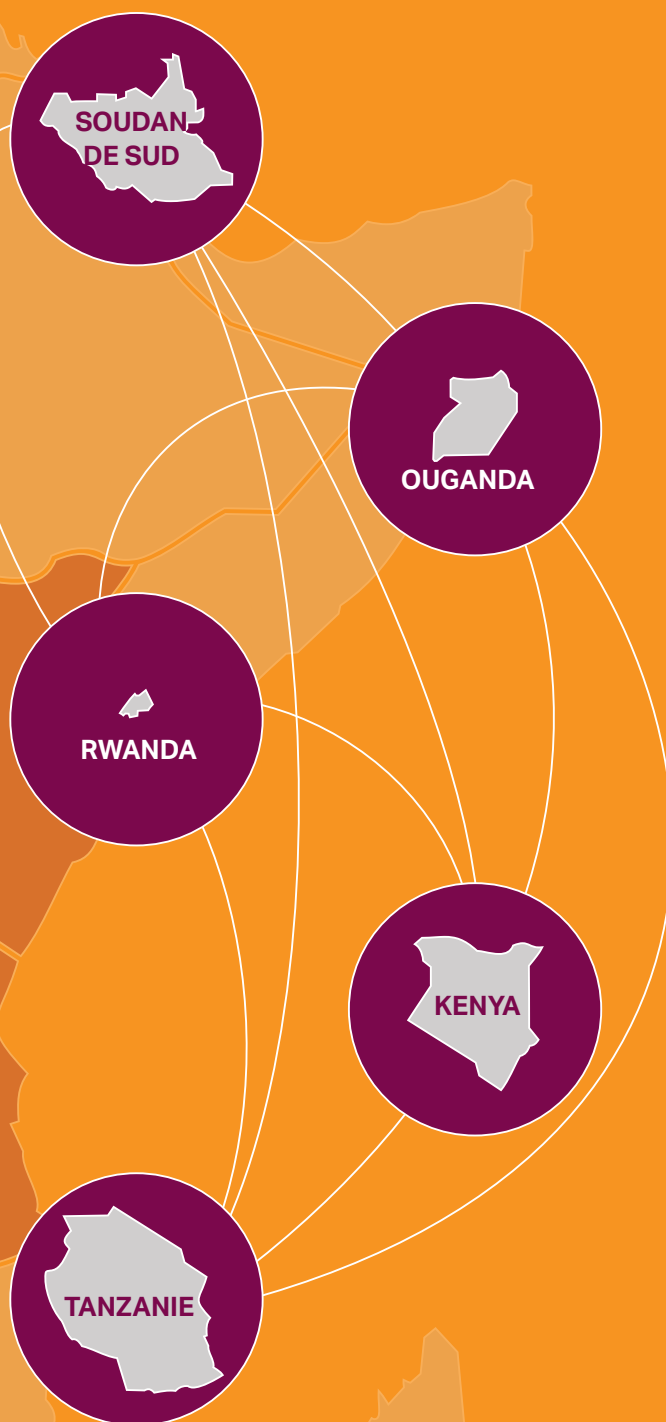
Solution sous forme de biens publics régionaux :

la One Network Area harmonise les marchés disparates de la téléphonie mobile par le biais de la régulation et de la coordination. Les frais d'itinérance des appels téléphoniques ont été supprimés et l'initiative a été étendue aux transactions d'argent mobile et aux frais de données. Dans le cadre de l'opération de plus large portée qu'est l'Initiative pour un marché numérique unique en Afrique de l'Est, l'objectif ultime est un marché unique des données offrant un accès transparent aux contenus numériques.

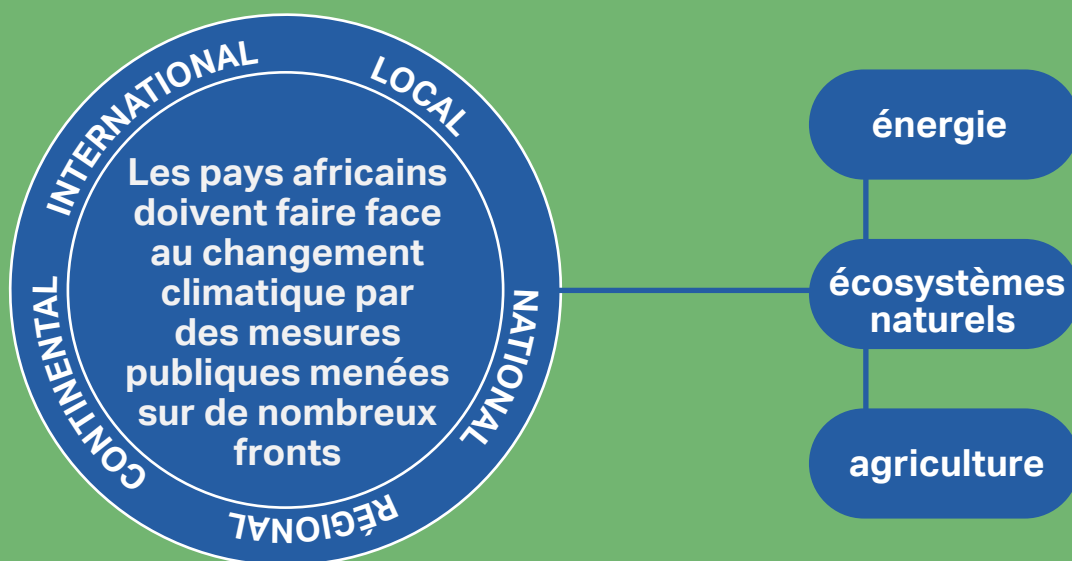
Impact : les appels en itinérance du Rwanda vers le Kenya ont augmenté de plus de 950 %, et les tarifs d'itinérance de détail en Ouganda ont été divisés par huit pour être ramenés à environ 0,10 dollar US la minute.

Défis actuels : des services d'itinérance à faible coût, rapides et accessibles nécessitent davantage de financements ainsi qu'un contrôle et une application plus stricts des accords.

Perspectives : des gains importants sont attendus au cours des 10 prochaines années, notamment la possibilité de créer 1,6 à 4,5 millions d'emplois. Les utilisateurs d'Internet actuels devraient engranger entre 1,2 et 4 milliards de dollars de surplus des consommateurs en raison de la baisse des prix des services à haut débit.

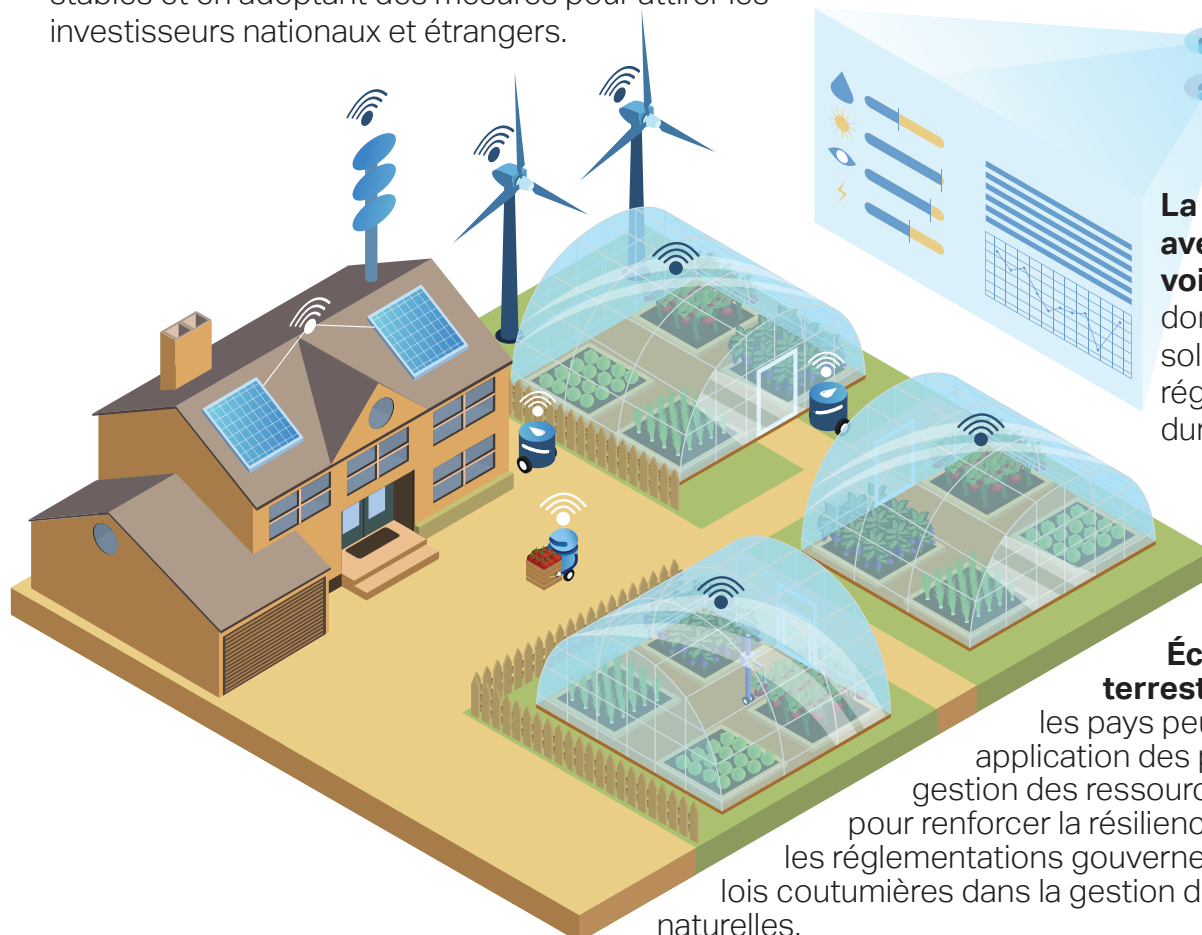


MAÎTRISER LES RISQUES CLIMATIQUES



Des solutions d'agriculture climato-intelligente sont appliquées dans diverses régions d'Afrique et du monde et pourraient être reproduites ailleurs sur le continent.

Technologies des énergies renouvelables : les pays peuvent attirer les investissements en créant des environnements réglementaires et stratégiques stables et en adoptant des mesures pour attirer les investisseurs nationaux et étrangers.



La coopération avec les pays voisins peut donner lieu à des solutions régionales durables.

Écosystèmes terrestres et marins : les pays peuvent mettre en application des pratiques de gestion des ressources naturelles pour renforcer la résilience, en intégrant les réglementations gouvernementales et les lois coutumières dans la gestion des ressources naturelles.

MESURES PRIORITAIRES

Pour maîtriser les risques climatiques, les pays peuvent faire plus afin de promouvoir une agriculture climato-intelligente, soutenir des écosystèmes verts et bleus, et mettre en valeur les énergies renouvelables et intensifier leur utilisation.

Promouvoir une agriculture climato-intelligente

- Accroître les compétences techniques et les connaissances des agriculteurs en matière d'innovations technologiques
- Adopter et développer les innovations technologiques et les adapter aux conditions locales
- Améliorer la couverture rurale des applications numériques (et faire en sorte que les agriculteurs y aient accès)
- Promouvoir la coopération régionale en dans le domaine de la recherche agricole

Soutenir les écosystèmes verts et bleus

- Concevoir et appliquer des solutions fondées sur la nature pour résoudre les problèmes d'affectation des terres
- Soutenir les écosystèmes bleus en promouvant des projets portant sur le carbone bleu dans les zones côtières
- Approfondir la coopération régionale pour les économies vertes et bleues de l'Afrique

Mettre en valeur les énergies renouvelables et intensifier leur utilisation

- Accroître les investissements en renforçant les cadres stratégiques et réglementaires
- Élargir l'accès aux technologies d'énergie renouvelable en réduisant les coûts initiaux, qui sont élevés
- Approfondir la coopération régionale pour réduire les coûts de l'électricité et améliorer l'accès

ÉTUDE DE CAS SUR LES BIENS PUBLICS RÉGIONAUX

ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR DU BASSIN DU FLEUVE SÉNÉGAL

Lancement : l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) a été créée en 1972 par la Mauritanie, le Mali et le Sénégal. La Guinée l'a rejointe en 2006.

Pays membres : Sénégal, Guinée, Mali et Mauritanie.

Défi commun : baisse des précipitations dans la région du Sahel et manque d'infrastructures électriques.

Solution sous forme de biens publics régionaux : les quatre pays ont mis en place ensemble des ouvrages hydroélectriques et des infrastructures de transport de l'électricité dans le bassin du Sénégal, grâce à des soutiens et à des accords à différents niveaux. Un pourcentage fixe de l'électricité produite est attribué à chaque État membre à un prix fixe.

Impact : la production conjointe d'électricité a allégé le fardeau pesant sur chacun des États membres et renforcé la sécurité énergétique pour eux tous. Les infrastructures communes ont également eu un impact positif sur les relations diplomatiques des pays du bassin, facilitant la coopération et les investissements.

Perspectives : l'hydroélectricité peut être utilisée pour combler le fossé qui prive 55 % de la population d'Afrique subsaharienne de l'accès à l'électricité. L'organisation est, sur le continent, un solide modèle d'intégration régionale en matière d'énergie – une coopération accrue dans ce domaine pourrait permettre de réaliser des économies d'environ 63 milliards de dollars sur les 450 milliards de dollars d'investissements requis pour quadrupler la consommation d'électricité à l'horizon 2040.



L'INTÉGRATION EN VUE DE LA TRANSFORMATION EXIGE DES DIRIGEANTS VISIONNAIRES

La coopération pour la mise à disposition de biens publics régionaux et le règlement de la question des emplois, de l'innovation et du climat exige des dirigeants visionnaires.



La prise en main doit partir du sommet, avec des chefs d'État et de gouvernement qui soutiennent des coalitions d'action pour l'avenir de l'Afrique.

Les coalitions locales peuvent déterminer leurs problèmes les plus urgents et s'engager à agir sur le terrain.

Les coalitions nationales peuvent rassembler des représentants du gouvernement, des chefs d'entreprise, des groupes de réflexion, des universitaires et des défenseurs de droits civiques pour formuler des politiques intelligentes et résoudre des problèmes.

Les institutions transfrontalières et régionales peuvent coordonner et gérer la fourniture de biens publics régionaux et la suppression des maux publics régionaux tels que les pandémies, les conflits et les flux financiers illicites.

L'intégration et la coopération régionales ont été freinées par la propagation de la COVID-19.

La plupart des économies africaines devraient voir leur croissance ralentir ou reculer, certaines considérablement.

Les effets se feront ressentir sur les cinq éléments du programme DEPTH.

Ils détourneront également l'attention des enjeux de première ligne que sont l'innovation, la démographie et le climat.

Les dirigeants africains devraient saisir cette occasion pour travailler avec les entreprises, la société civile et la communauté internationale afin de **piloter le programme de transformation économique** et s'assurer qu'il ne déraile pas.

Le relèvement à la suite de la crise de la COVID-19 offre donc l'**occasion** de renforcer la confiance dans les institutions gouvernementales.



Cette confiance accrue peut faciliter l'accélération des réformes pendant la reprise et renforcer la transparence et l'éthique de responsabilité. Elle peut favoriser le soutien au renforcement des capacités et de la préparation pour faire face aux chocs économiques, **afin d'assurer l'avenir de l'Afrique par l'intégration en vue de la transformation.**

Pour le rapport complet
www.acetforafrica.org/atr3



Avec le soutien de



Government of the Netherlands

**OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS**

